

CLIMAT, LE GIEC À L'ÉPREUVE DU SCEPTICISME

Dans un contexte « climato-sceptique » grandissant, Paris réunit les experts du GIEC dans une configuration inédite pour relancer les travaux de rédaction d'un nouveau rapport alors que la cible délimiter à 1.5°C la hausse des températures en 2030 pourrait être atteinte plus tôt. Ce constat, qui appelle des réponses concertées et exige en principe l'unanimité des États, place une pression inédite sur l'action publique qui doit trouver des solutions pour contrer déclarations outrancières de certains dirigeants et diffusion massive de fake-news pour alimenter l'hostilité envers la lutte contre le réchauffement climatique.

Sur le plan économique, la croissance mondiale reste résiliente mais modérée, portée par les États-Unis et l'Asie tandis que plusieurs économies avancées notamment en Europe voient leur dynamisme ralentir. L'inflation recule progressivement depuis son pic, mais demeure au dessus des cibles dans des régions et secteurs clés. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a abaissé ses taux pour la deuxième fois de l'année et reste divisée quant à une dernière baisse d'ici à la fin 2025. La BCE, quant à elle, commence à manifester des signes d'inquiétude face à la crédibilité du dollar et appelle à renforcer les réserves de liquidité.

A horizon trois mois, nous envisageons deux scénarios. Dans le premier (65 %) la Fed n'effectue qu'une baisse de taux entre décembre et janvier. La probable nomination d'un président accommodant et la reprise possible d'achats d'actifs stabilisent les marchés actions. Les négociations commerciales évitent de fortes hausses tarifaires ; l'économie américaine reste résistante. La BCE adopte une posture plus prudente.

Dans le deuxième (35 %), la combinaison des tensions commerciales, incertitudes sur le financement du cycle IA et inquiétudes sur les banques régionales conduise à un ralentissement américain plus marqué et à un frein sur l'emploi. Le marché vire au pessimisme, la consommation et l'investissement reculent, une rotation pénalise la tech ; la Fed accélère les baisses de taux et la BCE reprend les réductions.

Retrouvez nos analyses complètes et contactez nos équipes commerciales pour plus d'informations.

Les équipes de CPRAM vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année.

CHIFFRE DU MOIS

+2,58%

Rendement moyen
des mois de décembre
depuis 1985 en US\$

Source : Goldman Sachs date 31/12/2024 (calcul annuel). Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

dans ce numéro...

L'essentielle DES MARCHÉS

MARCHÉS DE TAUX — Indicateur Clé

MARCHÉS D' ACTIONS — Analyse à Suivre

P.2/3

SCÉNARIOS FINANCIERS À 3 MOIS — Prévisions

PERFORMANCES DES MARCHÉS

P.4/5

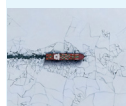
macroéconomie



FED : vers une Fed très divisée dans les mois et trimestres à venir

P.6

FOCUS BIODIVERSITÉ



La 7ème limite planétaire franchie : biodiversité, économie et finance face à l'urgence

P.9

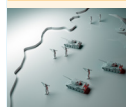
au coeur de notre offre



Interview du gérant du fonds
CPR Invest – Global Gold Mines

P.14

GRAPH. THÉMATIQUE



Le risque géopolitique au plus haut niveau depuis plus de 20 ans

P.16

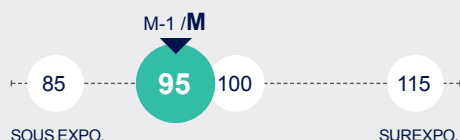
LES TAUX SOUVERAINS FRANÇAIS : FRAGILITÉS INTERNES ET PRESSIONS EXTERNES

Par Jalila Aziki, Gérante de portefeuilles



FIN DU « SHUTDOWN »

La paralysie la plus longue de l'histoire du gouvernement américain a pris fin et a impacté les publications des différentes statistiques concernant l'activité américaine ce qui a ajouté des doutes sur la prochaine décision de la Fed. La probabilité d'une baisse des taux a augmenté à 80% en raison notamment d'un marché de l'emploi en panne depuis plusieurs semaines. Sur le mois, le taux d'Etat américain recule de 6 bps à 4,02%.



PAS DE CHANGEMENT ATTENDU DE LA BCE

Pas de surprise Outre-Manche, la Banque d'Angleterre a maintenu sa politique accommodante lors de sa dernière réunion. Le compte rendu de la réunion d'octobre de la BCE a relevé que les responsables n'ont pas observé l'urgence de changer de politique monétaire avec une inflation qui se maintient dans la cible souhaitée. Sur le mois, le taux 10 ans allemand progresse de 5 bps et se situe à 2,69%.

L'OAT 10 ans française oscille autour de 3,40-3,50 et son rendement a progressé de 25 points sur un an, traduisant la dégradation du crédit français¹.

Les fondamentaux inquiètent avec une dette qui atteint 115,6% du PIB au T2 2025, la France étant seule en Europe à voir ses finances se dégrader. La charge de la dette approche 55 milliards d'euros².

Côté notations, Fitch a baissé la note de la France de AA- à A+ en septembre 2025, Moody's maintient AA3 mais avec perspective négative. La France perd son double-A, rejoignant l'Espagne³.

Une dette exceptionnellement internationalisée

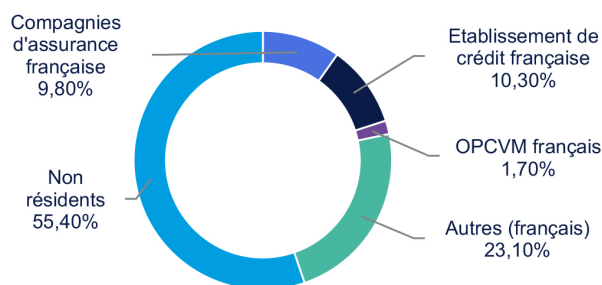
Au T1 2025, 54,7% de la dette négociable de l'État français est détenue par des non-résidents, le taux le plus élevé des pays du G7. Ces non-résidents détiennent environ 1400 milliards d'euros, répartis entre entités officielles (580 Md€), banques étrangères (135 Md€) et autres investisseurs (680 Md€)².

Un facteur technique majeur pèsera prochainement : les fonds de pension néerlandais (1 500 Md€) vont céder environ 125 milliards d'obligations souveraines entre 2025 et 2028. Passant d'un régime à prestations définies vers un régime à cotisations définies, leur allocation obligatoire chutera de 50% à 30%, réduisant la demande sur les maturités longues⁴.

Certains grands fonds, dont le chinois SAFE, pourraient cesser d'acheter de la dette française en cas de note inférieure à AA3. Le fonds norvégien GPF, le plus important au monde avec 2100 milliards de dollars, reste le premier investisseur étranger sur le marché français. Le fonds qatari QIA détient également plusieurs milliards d'euros de dette française¹.

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs au 2ème trimestre 2025

structure exprimée en valeur de marché

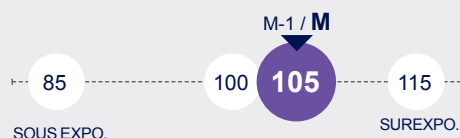


Source : Banque de France [Bulletin mensuel de l'Agence France Trésor]

1.Bloomberg - 2.INSEE, Cour des Comptes - 3.Fitch, Moody's, S&P - 4.Nomura

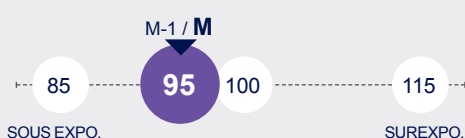
Légende : ↑ en hausse - ↓ en baisse - ↔ maintien

Document d'information destiné aux investisseurs professionnels au sens de la directive MIF et aux professionnels de la presse et des médias. Le contenu de ce document exprime les opinions de CPRAM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Les informations peuvent être partielles ou incomplètes et ne peuvent dès lors avoir une valeur contractuelle. Ces informations ne constituent ni une offre d'achat ou de vente de titres, ni un conseil en investissement et sont susceptibles de modifications sans avis préalable.



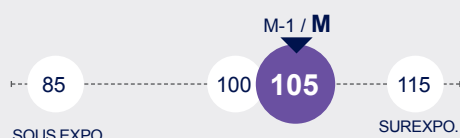
CRAINTES AUTOUR DES VALORISATIONS

Un début de mois très compliqué sur les marchés actions américains notamment sur les valeurs technologiques face à l'incertitude sur le secteur de l'intelligence artificielle a continué de délivrer des résultats financiers à long terme aussi bons. Les marchés actions se sont par la suite repris sur les derniers jours pour terminer légèrement positif sur le S&P500 à 0,25% mais pas sur le Nasdaq qui termine le mois en territoire négatif à -1,57% (en monnaie locale).



UN MOIS DE VOLATILITÉ

Dans le sillage des marchés américains, la volatilité a été de mise sur les marchés actions européens avec une dispersion sectorielle importante. Les valeurs technologiques ont subi un mois de ventes massives en raison des craintes pesant sur leur rentabilité à long terme et à contrario le secteur de la santé a été très recherché en raison des accords passés entre les entreprises pharmaceutiques et l'administration Trump. Sur le mois, la performance de l'Eurostoxx 50 est à 0,29% (en monnaie locale).



ENTRE PRISES DE BÉNÉFICES ET INCERTITUDES SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Après un mois d'octobre extraordinaire sur les actions japonaises, l'aversion au risque a été de mise en novembre. La prise de bénéfice, la correction des valeurs technologiques ainsi que les incertitudes sur la politique monétaire ont entraîné une correction sur le Nikkei. Sur le mois, l'indice phare de la bourse japonaise a cédé -4,12% en monnaie locale. Pas de miracles sur les autres marchés actions asiatiques qui ont reculé aussi sur le mois.

Légende : ↑ en hausse - ↓ en baisse - ↔ maintien

Document d'information destiné aux investisseurs professionnels au sens de la directive MIF et aux professionnels de la presse et des médias. Le contenu de ce document exprime les opinions de CPRAM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations peuvent être partielles ou incomplètes et ne peuvent dès lors avoir une valeur contractuelle. Ces informations ne constituent ni une offre d'achat ou de vente de titres, ni un conseil en investissement et sont susceptibles de modifications sans avis préalable.

RALLYE (OU PAS) DE FIN D'ANNÉE ?

Par Cyrille COLLET, CFA Directeur de la Gestion Quantitative Actions



La traditionnelle question de début décembre, autour de la Saint Nicolas, concerne le « rallye actions de fin d'année ». On pourrait être coquin et répondre que cette année il a commencé le 1er janvier... mais historiquement quel que soit le parcours des 11 premiers mois de l'année, Décembre est en général un mois positif en termes de performance (le rendement moyen des mois de décembre depuis 1985 est de +2,58% en US\$⁵) avec une petite accélération dans la deuxième partie.

Le contexte « micro économique » reste porteur pour les actions avec une dynamique positive des révisions de bénéfices, des attentes de croissance positives (+9% au Japon, +11% en Europe) à très positives (+14% aux États-Unis, +17% dans les pays émergents dont +19% en Asie) selon les zones pour 2026 et un environnement de taux longs qui reste, à ce stade, sur des niveaux acceptables ne fragilisant pas la valorisation des actifs risqués. Donc, même si la baisse récente du bitcoin illustre la nervosité d'une partie des investisseurs particuliers américains, tout semble aller bien dans le meilleur des mondes, sauf que les investisseurs institutionnels sont « focalisés » sur une baisse de taux de la Fed lors de sa prochaine réunion (9-10 décembre) pour endiguer le recul du marché du travail américain et relancer la consommation des faibles revenus. Actuellement la probabilité de baisse est de 94% selon le sondage habituel. Du coup, pas de rallye de fin d'année car le prix du marché intègre déjà cette nouvelle ou pas de rallye de fin d'année car la baisse des taux n'aura pas lieu ? Et si Décembre 2025 se distinguait des leçons du passé ?

Performance historique du S&P en décembre depuis 1985

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



Source : Goldman Sachs

5. source Goldman Sachs date 31/12/2024 (calcul annuel)

scénarios financiers à 3 mois

PRÉVISIONS AU 19 NOVEMBRE 2025



scénario 1

L'économie reste résiliente

Dans le prolongement de la prudence affichée lors du FOMC d'octobre, la Fed ne baisse qu'une seule fois ses taux sur l'ensemble des comités de décembre et janvier. Néanmoins, la vraisemblable nomination d'un président très dovish et la probable reprise d'un QE technique rassurent les marchés actions.

Sur le plan commercial, la négociation prévaut et de nouvelles hausses de droits de douane substantielles sont évitées. L'économie américaine reste résiliente face au cumul des hausses des droits de douane actés sur l'année.

Ces perspectives, qui dissipent l'attentisme, permettent aux marchés actions de continuer à progresser. La volatilité retombe.

En Europe, la BCE tempore.

	Taux directeurs	Taux longs	Actions
États-Unis	3,75% ▼	4,10% ►	5,00% ▲
Japon	0,75% ▲	1,90% ▲	5,00% ▲
Zone euro	2,00% ►	2,70% ►	5,00% ▲
Actions pays émergents :		Devises :	
Amérique latine	7,50% ▲	EUR-USD	1,15 ►
Asie	7,50% ▲		



scénario 2

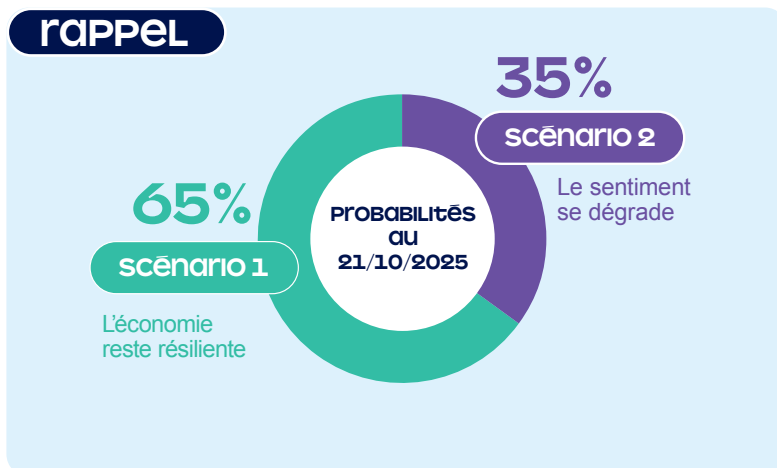
Le sentiment se dégrade

Une conjonction de facteurs (tensions commerciales persistantes, inquiétudes sur la pérennité du cycle d'investissement lié à l'IA et sur son financement, inquiétudes sur les banques régionales américaines) s'ajoute à l'effet négatif des droits de douane actés sur l'année et provoque un ralentissement plus marqué que prévu de l'économie américaine. Cela s'en ressent un peu plus sur le marché du travail.

Après de fortes performances du marché américain, un sentiment négatif s'installe, qui pèse sur la consommation et l'investissement. Une rotation sectorielle se met en place, la tech baissant beaucoup plus que le reste de la cote.

Dans ce contexte, la Fed baisse plus rapidement ses taux et la BCE reprend son cycle de baisse de taux.

	Taux directeurs	Taux longs	Actions
États-Unis	3,50% ▼	3,70% ▼	-7,50% ▼
Japon	0,50% ►	1,60% ▼	-10,00% ▼
Zone euro	1,75% ▼	2,25% ▼	-5,00% ▼
Actions pays émergents :		Devises :	
Amérique latine	-5,00% ▼	EUR-USD	1,19 ▲
Asie	-7,50% ▼		



Document d'information destiné aux investisseurs professionnels au sens de la directive MIF et aux professionnels de la presse et des médias. Le contenu de ce document exprime les opinions de CPRAM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations peuvent être partielles ou incomplètes et ne peuvent dès lors avoir une valeur contractuelle. Ces informations ne constituent ni une offre d'achat ou de vente de titres, ni un conseil en investissement et sont susceptibles de modifications sans avis préalable.

Performances des marchés

DONNÉES AU 21 OCTOBRE 2025

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

PRÉVISIONS DES SCÉNARIOS en %

	Depuis le 31.12.24	sur 1 an	sur 5 ans	Niveau au 18.11.25		scénario 1 65% de proba.	scénario 2 35% de proba.
États-Unis	4,05%	4,63%	18,29%	4,00%	Taux directeur	3,75% ▼	3,50% ▼
	7,90%	7,20%	-11,05%	4,11%	Taux 10 ans	4,10% ►	3,70% ▼
	6,97%	7,15%	22,96%	250	High Yield US	240 ▼	310 ▲
	11,85%	9,54%	-2,48%	1,16	Euro/dollar	1,15 ►	1,19 ▲
	12,51%	12,28%	85,47%	6 617	S&P 500	5,00% ▲	-7,50% ▼
Europe	2,08%	2,46%	9,09%	2,00%	Taux directeur	2,00% ►	1,75% ▼
	-0,29%	0,06%	-17,67%	2,67%	Taux 10 ans	2,70% ▲	2,25% ▼
	4,22%	5,34%	19,43%	256	High Yield Europe	245 ▼	300 ▲
	13,05%	15,54%	58,94%	5 535	DJ EuroStoxx 50	5,00% ▲	-5,00% ▼
Japon	22,08%	27,43	89,30%	48 703	Nikkei 225	5,00% ▲	-10,00% ▼



ÉVOLUTION DE L'ALLOCATION DE CPR CROISSANCE RÉACTIVE*

*Veuillez-vous référer au Prospectus et au DIC disponibles sur le site www.cpram.com pour de plus amples informations sur les risques, les coûts, frais annexes et autres dépenses.

Par Cyril GENESLAY, Gérant Gestion Diversifiée

This is the end of 2025!

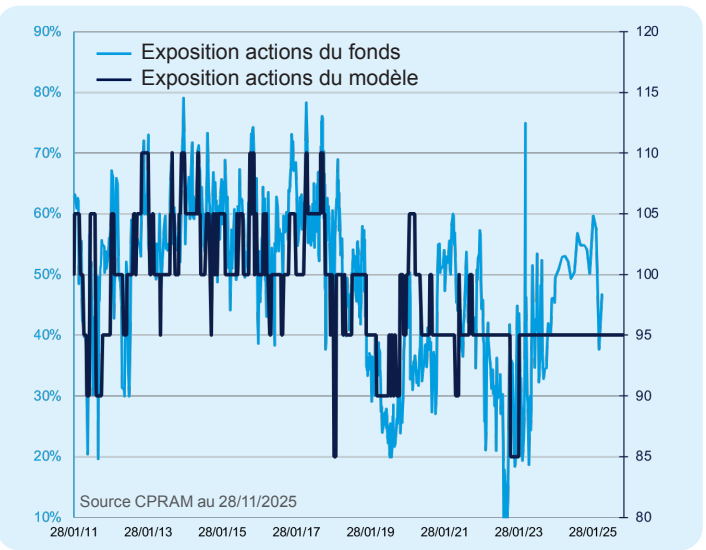
Tout ce qui commence, a une fin. C'est une des rares vérités qui ne souffre ni relativité, ni subjectivité. Alors que l'année 2025 touche à sa fin, il est temps pour nous de faire un bilan de cette année riche en événements. Du Liberation Day à un nouveau cycle de baisse des taux sans récession, en passant par une instabilité politique inédite en France, l'année 2025 a été ponctuée par des « truths » (vérités) pas si sociales, des menaces assez directes, des disputes et des réconciliations surprenantes. Mais l'ensemble de ces péripéties n'a pas réussi à entamer l'optimisme, presque béat, des marchés actions boostés à l'intelligence (pas si) artificielle.

Nos fonds, ont bénéficié de la vigueur des actions et de la diversification aurifère. Nous restons exposés à la Tech US ainsi qu'aux taux courts américains.

Pour l'année 2026, nous anticipons deux scénarios :

- Soit, la poursuite d'un *Goldilocks* (Boucle d'or) avec une croissance modérée soutenue par l'IA, quelques impulsions budgétaires aux États-Unis comme en Europe, et une politique monétaire toujours accommodante. Dans ce scénario les marchés actions devraient progresser, notamment les émergents.

- Soit, les risques viendraient de l'IA, de son cycle d'investissement et de sa capacité à trouver des sources d'énergie. La forte concentration des titres pourraient tirer les marchés nettement à la baisse.



Ces visions sont celles de CPRAM à fin novembre 2025 et sont sujettes à modification.

Document d'information destiné aux investisseurs professionnels au sens de la directive MIF et aux professionnels de la presse et des médias. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de CPRAM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations contenues dans ce document n'ont aucune valeur contractuelle et n'engagent pas la responsabilité de CPRAM. Elles sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos, et elles ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans l'autorisation préalable de CPRAM. Sous réserve du respect de ses obligations, CPRAM ne pourra être tenu responsable des conséquences financières ou de quelque nature que ce soit résultant de l'investissement. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

FED : VERS UNE FED TRÈS DIVISÉE DANS LES MOIS ET TRIMESTRES À VENIR

Bastien DRUT

Responsable des Études
et de la Stratégie



Lors du FOMC d'octobre, Jerome Powell avait fait état de divergences de vues importantes. De façon plutôt inhabituelle, il faudra d'ailleurs compter les voix lors du FOMC de décembre. En raison des changements de composition au sein du FOMC, la Fed devrait rester très divisée en 2026.

Breve histoire des votes « contre » (dissents) au FOMC

Rappelons le fonctionnement du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC). Ce dernier est composé des 7 membres du Board of Governors, du président de la Fed de New York et de 4 présidents de Fed régionales (il y a une rotation chaque année entre les 11 autres présidents

de Fed régionales). Les présidents de Fed régionales et le groupe constitué des membres du Board et du président de la Fed de New York votent de façon très différente. **Voici quelques statistiques à avoir en tête :**

DEPUIS 1936

Le maximum de dissents a été de 5. Cela n'est arrivé que 5 fois.

Le seul président de la Fed à avoir été mis en défaut est Marriner Eccles en 1938 et 1939.

Le maximum de dissents dans le même sens pour le groupe constitué des membres du Board et du président de la Fed de NY a été de 4 et cela n'est arrivé qu'une seule fois, en 1963.

DEPUIS 2000

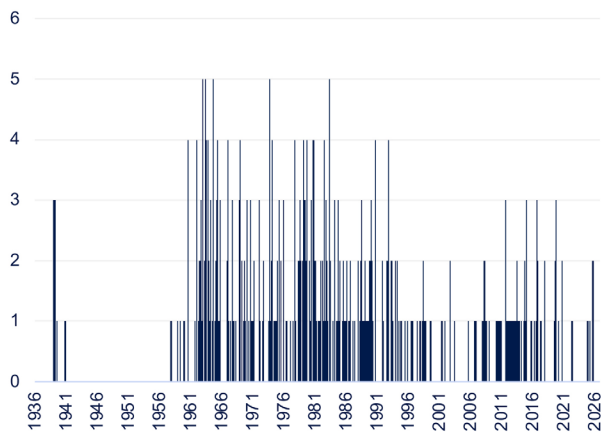
Les présidents de Fed régionales votent « contre » le communiqué plus de 10% du temps alors que les membres du Board votent « contre » moins de 1% du temps.

Les membres du Board votent « contre » quasi-exclusivement pour réclamer une politique plus accommodante.

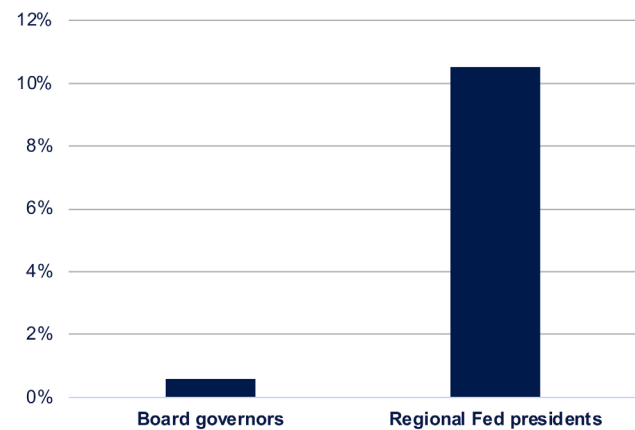
Les présidents de Fed régionales votent « contre » presque 4 fois plus souvent pour réclamer une politique plus restrictive que le communiqué que pour réclamer une politique plus accommodante.

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

FOMC : number of dissents per committee

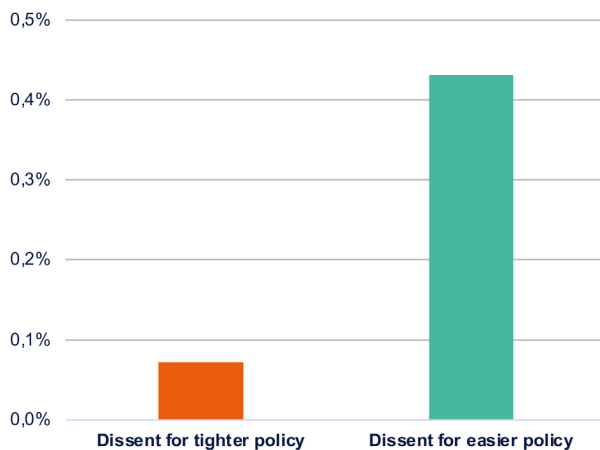


Source : CPRAM, Datastream.

FOMC dissents since 2000:
Board governors vs regional Fed presidents

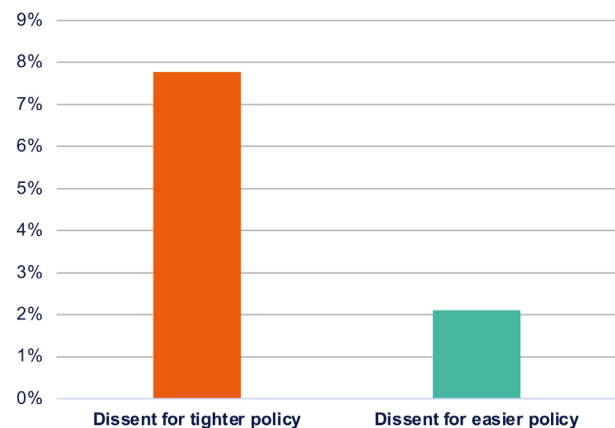
Source: CPRAM, Fed

FOMC dissents since 2000: Board governors



Source: CPRAM, Fed

FOMC dissents since 2000: regional Fed presidents



Source: CPRAM, Fed

Une division qui devrait être très forte pour le FOMC de décembre 2025

Pour le moment, 3 membres du Board et le président de la Fed de NY se sont prononcés pour une baisse de taux de 25 bps en décembre alors qu'un membre du Board et 4 présidents de Fed régionales se sont prononcés pour le statu quo. Le petit groupe de 3 membres du Board comprenant le président Powell, le vice-président Jefferson et Lisa Cook va donc faire pencher la balance du côté de la baisse de taux ou du statu quo. Il est très probable qu'ils votent tous les trois de façon coordonnée. A partir de là, il y a donc deux hypothèses possibles :

- Les trois indécis se joignent aux 3 membres du Board et au président de la Fed de NY en faveur d'une baisse de taux. Dans ce cas, il y aurait 5 votes « contre » (4 présidents de Fed régionales et un gouverneur), ce qui n'est arrivé que 5 fois depuis 1936.

2. Secured Overnight Financing Rate : taux au jour le jour (overnight) pour des opérations de prêt garanties (secured), typiquement des opérations de repurchase agreement — « repo » — où des titres du Trésor US servent de collatéral

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

— Les trois indécis se joignent aux partisans du statu quo en décembre. Dans ce cas, il y aurait 4 votes uniformément « contre » dans le groupe constitué des membres du Board et du président de la Fed de NY, ce qui n'est arrivé qu'une seule fois dans l'histoire.

La dissension au sein du FOMC devrait donc être historique. Néanmoins, il paraît plus probable que Powell choisisse d'éviter d'afficher une division historique du Board car celle-ci resterait comme un point noir de son mandat. Cela s'ajoute évidemment aux arguments fondamentaux (dégradation du marché du travail, moins de risques haussiers pour l'inflation, morosité de la consommation).

Une division qui va perdurer en 2026

La composition du FOMC devrait beaucoup changer en 2026 :

1) Stephen Miran devrait être remplacé à la fin de son mandat (fin janvier) par le choix de Donald Trump pour le prochain président du Board of Governors (Kevin Hassett ?),

- 2) La Cour suprême tiendra une audience le 21 janvier sur le possible limogeage de Lisa Cook. En cas de confirmation de son limogeage, Donald Trump pourrait nommer quelqu'un à sa place dans le Board.
- 3) Jerome Powell finit son mandat de président du Board le 15 mai. En revanche, son mandat de gouverneur court jusqu'en 2028. Il pourrait décider de rester au Board ou décider de démissionner, ce qui permettrait à Donald Trump de nommer quelqu'un à sa place.

Par ailleurs, il y aura 3 présidents de Fed régionales très « faucons » (Lorie Logan, Beth Hammack et Neel Kashkari) sur les 4 qui auront le droit de vote au FOMC en 2026. La bataille promet donc d'être rude entre les membres du Board alignés sur le souhait de l'administration Trump de faire baisser les taux et les faucons. Le nombre de dissents au FOMC devrait être inhabituellement élevé en 2026.

Votants au FOMC en 2026			Colombe	Chouette	Faucon
nommé par Joe Biden	Board	Barr		1	
		Bowman	1		
		Cook	Audition Cour Suprême le 21 Jan. / Limogée?		1
		Jefferson		1	
		Miran	Partira fin janvier / Remplacé par Hassett?		1
		Powell	Président jusqu'au 15 mai / restera gouverneur ensuite?		1
		Waller	1		
	Prés. Fed NY	Williams	1		
nommé par Donald Trump	Présidents de Fed régionales	Logan			1
		Hammack			1
		Kashkari			1
		Paulson		1	

Achevé de rédiger le 15/10/2025
ID numéro : 4904590

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

La 7^{ème} Limite Planétaire Franchie : BIODIVERSITÉ, ÉCONOMIE ET FINANCE FACE À L'URGENCE

Elaborée par une équipe de chercheurs internationaux, spécialisés en climat, les limites planétaires viennent de nouveau de faire parler d'elles avec le franchissement d'une nouvelle : l'acidification des océans.

La notion de limites planétaires s'est imposée depuis 2009 comme un cadre pour comprendre les seuils critiques que notre planète ne doit pas dépasser afin de préserver un environnement stable et propice à la vie humaine. Ces limites, au nombre de neuf, couvrent des domaines variés tels que le changement climatique, l'acidification des océans, la qualité de l'air, et bien sûr, la biodiversité. Aujourd'hui, cette nouvelle alerte marque un tournant majeur, révélant une crise écologique profonde qui menace non seulement la nature, mais aussi l'économie mondiale et la stabilité financière.

1 La biodiversité, un pilier vital en crise :

1.1 définition et rôle fondamental

La biodiversité, souvent définie comme la diversité du vivant, englobe l'ensemble des formes de vie sur Terre — animaux, plantes, champignons, bactéries — ainsi que les écosystèmes dans lesquels ils évoluent et les interactions complexes qui les relient. Cette diversité se décline à plusieurs niveaux : la diversité génétique au sein des espèces, la diversité spécifique entre les

espèces, et la diversité écosystémique qui correspond à la variété des habitats et des interactions écologiques.

Cette richesse naturelle est bien plus qu'un simple catalogue d'espèces. Elle constitue le socle des services écosystémiques indispensables à la vie humaine et à l'économie. Ces services incluent la production d'oxygène, la purification de l'eau, la fertilité des sols, la pollinisation des cultures, la régulation du climat, la prévention de l'érosion, et bien d'autres fonctions vitales. Sans biodiversité, les systèmes naturels s'effondrent, mettant en péril la sécurité alimentaire, la santé publique, et la stabilité économique.

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

1.2 Un effondrement sans précédent

Malheureusement, la biodiversité est aujourd'hui en crise. Les données scientifiques sont alarmantes : en cinquante ans, la population mondiale d'animaux sauvages a diminué de 73 %¹. Plus de 75 %² des milieux terrestres ont été altérés de manière significative, et plus de 85 %³ des zones humides ont disparu. Un million d'espèces⁴ sont menacées d'extinction, soit environ une sur huit, un rythme d'extinction sans précédent dans l'histoire de la Terre.

Cette crise est qualifiée de sixième extinction de masse⁵, mais elle se distingue des précédentes par deux caractéristiques majeures. D'une part, sa vitesse est exceptionnelle : alors que l'extinction des dinosaures s'est étalée sur des centaines de milliers d'années, la perte actuelle d'espèces se produit en quelques décennies. D'autre part, cette extinction est quasi exclusivement due aux activités humaines, notamment la destruction et l'artificialisation des habitats, la surexploitation des ressources naturelles, le changement climatique, la pollution, et l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.

Ces cinq grandes pressions sont interconnectées et s'amplifient mutuellement, créant un cercle vicieux qui accélère la dégradation des écosystèmes. Par exemple, la déforestation contribue au changement climatique, qui à son tour affecte la santé des forêts et des océans, réduisant encore la biodiversité.

2. La biodiversité, socle de l'économie mondiale

La biodiversité est un sujet qui nous concerne tous car elle est au cœur de l'économie mondiale. Chaque secteur économique dépend, directement ou indirectement, des services fournis par les écosystèmes⁵. L'agriculture,

par exemple, repose sur la pollinisation, la fertilité des sols et la régulation de l'eau. Le secteur médical utilise des ressources naturelles pour la découverte de médicaments. L'immobilier est affecté par la qualité des sols et la gestion des risques naturels. Même le secteur numérique dépend de ressources minérales extraites dans des environnements naturels.

La perte de biodiversité fragilise ces services essentiels, ce qui se traduit par des risques économiques concrets : baisse de productivité, augmentation des coûts, perturbations des chaînes d'approvisionnement, et instabilité des marchés. Par exemple, la disparition des pollinisateurs menace la production de nombreuses cultures alimentaires, ce qui peut entraîner une hausse des prix et une insécurité alimentaire.

2.1 Un cadre international en pleine construction : de Rio à Montréal

La biodiversité s'est progressivement imposée à l'agenda mondial à travers plusieurs textes fondateurs. La Convention sur la diversité biologique, adoptée lors du Sommet de la Terre à Rio (1992) et signée par 196 États, a posé les premières bases juridiques. Mais le véritable tournant est venu avec l'Accord de Kunming-Montréal (COP15) en 2022. Pour la première fois, un cadre fixe des cibles contraignantes : conserver 30 % des terres et des mers et restaurer 30 % des zones dégradées — à comparer aux 17,5 % de terres et 8,5 % d'aires marines protégées en 2024. La COP a également engagé des cibles visant à mobiliser au moins 200 milliards de dollars par an d'ici 2030 pour la protection de la nature. Parmi ces 23 cibles, 8 ciblent directement le secteur financier.

Citons aussi la plateforme IPBES qui est souvent qualifiée de GIEC de la biodiversité. Sa mission est d'évaluer l'état des écosystèmes et de faire le lien entre science et politiques publiques, fournissant ainsi aux décideurs

1 - WWF, Living Planet Report 2022 — Ce rapport mondial documente une baisse moyenne de 73 % des populations de vertébrés sauvages entre 1970 et 2018. Source : <https://livingplanet.panda.org/en-us/> - 2 - IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques), Global Assessment Report 2019 - Ce rapport indique que 75 % des terres émergées ont été significativement modifiées par l'activité humaine. Source : <https://ipbes.net/global-assessment> - 3 - Ramsar Convention on Wetlands, Global Wetland Outlook 2018 - Ce rapport souligne que plus de 85 % des zones humides mondiales ont disparu depuis 1700, avec une accélération récente. Source : <https://www.ramsar.org/document/global-wetland-outlook-2018> - 4 - IPBES, Global Assessment Report 2019 — Le rapport estime qu'environ un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction à court ou moyen terme. Source : <https://ipbes.net/global-assessment> - 5 - IPBES (2019), Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services : <https://ipbes.net/global-assessment>

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

et acteurs économiques des connaissances rigoureuses et opérationnelles. En décembre 2024, l'IPBES a publié le rapport « Nexus », qui traite conjointement des crises interconnectées de la biodiversité, de l'eau, de l'alimentation, de la santé et du climat. Ce document, axé sur l'action, propose une boîte à outils opérationnelle pour les investisseurs : il synthétise les interconnexions systémiques et recense 70 leviers organisationnels, politiques et économiques permettant d'aborder ces crises de manière intégrée.

2.2 Quel rôle pour la finance ?

La finance joue un rôle central dans la transition écologique. Les investisseurs et gestionnaires d'actifs sont de plus en plus conscients que la perte de biodiversité représente un risque systémique, susceptible d'affecter la performance financière des entreprises et la stabilité des marchés. Par ailleurs, les attentes des clients, des régulateurs et de la société civile poussent les acteurs financiers à intégrer les enjeux de biodiversité dans leurs décisions.

Les obligations de reporting se multiplient, exigeant des entreprises et des investisseurs qu'ils rendent compte de leurs impacts et dépendances vis-à-vis de la biodiversité. Cette transparence est essentielle pour orienter les flux de capitaux vers des activités durables et réduire les risques liés à la dégradation écologique.

2.3 Cadres réglementaires et normatifs

Pour accompagner cette transformation, plusieurs cadres réglementaires et initiatives normatives ont émergé. La taxonomie européenne, par exemple, inclut désormais des critères liés à la biodiversité pour définir ce qui peut être considéré comme une activité économique durable. La Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) travaille à élaborer un cadre mondial pour le reporting des risques liés à la nature, similaire à ce qui a été fait pour le climat avec la TCFD.

Ces initiatives visent à harmoniser les pratiques, à améliorer la qualité des données, et à créer un langage commun entre entreprises, investisseurs et régulateurs. Elles encouragent également l'intégration des pressions et dépendances biodiversité dans les analyses de risque et les stratégies d'investissement.

2.4 Complexité et défis méthodologiques

Intégrer la biodiversité dans les analyses économiques et financières est un défi majeur. Les interactions entre espèces, habitats et services écosystémiques forment un réseau complexe, non linéaire, qui prête difficilement aux approches traditionnelles de l'évaluation financière.

Pour les investisseurs, cela signifie qu'il faut développer des méthodologies capables de traduire des données scientifiques hétérogènes en critères d'investissement opérationnels. Cela nécessite une collaboration pluridisciplinaire entre écologues, économistes, financiers, et experts sectoriels. Il faut aussi accepter que ces méthodes soient évolutives, car les connaissances scientifiques sur la biodiversité progressent rapidement.

Face à ces enjeux, certaines sociétés de gestion développent des approches innovantes. CPR AM, par exemple, a développé une méthodologie qui vise à construire des portefeuilles conciliant performance financière et performance extra-financière. Cette stratégie repose sur une évaluation fine des pressions et des dépendances biodiversité, sectorielle et contextuelle, et sur la mobilisation des flux de capitaux vers les entreprises les plus exposées mais aussi les plus engagées en faveur de la biodiversité. Plutôt que d'exclure systématiquement les entreprises à risque, cette approche privilégie le dialogue et l'engagement, encourageant les entreprises à transformer leurs pratiques.

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

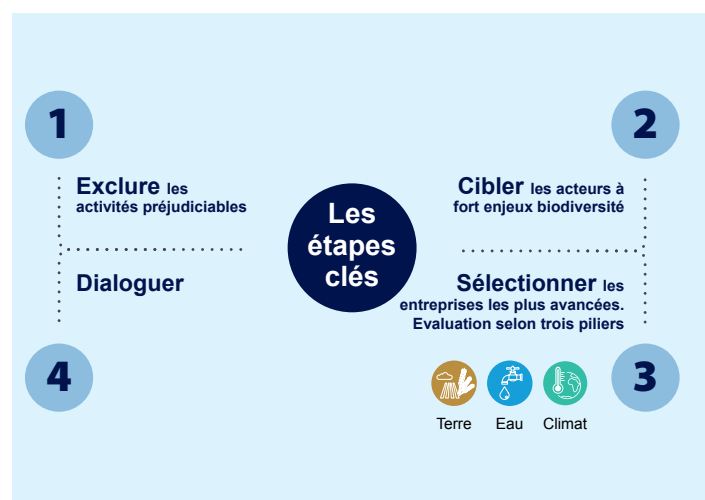
3 Perspectives et opportunités : vers une finance responsable et résiliente

Le dépassement de la 7^{ème} limite planétaire est un signal d'alarme qui invite à repenser la finance. Intégrer la biodiversité comme un enjeu systémique dans les stratégies d'investissement est désormais une nécessité. Cela passe par le développement d'outils d'évaluation robustes, capables de capter la complexité des interactions écologiques, et par une gouvernance adaptée qui intègre ces enjeux à tous les niveaux de décision.

Face à cette crise, la finance a un rôle crucial à jouer. En intégrant la biodiversité dans ses analyses, en adoptant des méthodologies innovantes, et en s'appuyant sur des cadres réglementaires renforcés, elle peut devenir un levier puissant pour la préservation du vivant et la construction d'un avenir durable.

Chez CPRAM, nous avons fait du défi environnemental un enjeu central de notre stratégie avec une gamme complète de 7,4 milliards € d'encours⁶ sous gestion couvrant les principales classes d'actifs. Nous constatons au quotidien que les investisseurs institutionnels ont déjà largement adopté l'idée que leurs placements doivent contribuer à la lutte contre le changement climatique. En Europe, ils intègrent presque systématiquement des critères extra-financiers dans leurs décisions. Du côté des particuliers, notre baromètre annuel⁷ souligne que la situation est plus contrastée : certains sont des pionniers engagés, d'autres viennent tout juste de se convertir à l'investissement responsable, tandis qu'une partie reste avant tout focalisée sur la performance financière. Le défi consiste aujourd'hui à guider ces différents profils vers des solutions d'investissement capables de concilier résultats financiers et impact climatique, tout en offrant une communication claire et transparente.

Nous avons fait de la thématique environnement un champ d'actions et avons mis plusieurs années à construire une méthodologie en ligne avec les Accords de Kunming Montréal. Nous avons développé une grille d'analyse des entreprises qui a fait l'objet du soutien scientifique du Muséum National d'Histoire Naturelle. Notre processus d'investissement s'articule sur quatre grandes étapes :



Une stratégie dont la grille de lecture s'appuie sur 3 piliers : eau, terre et climat et qui vise à concilier recherche de performance financière et préservation de la biodiversité.

6 - CPRAM au 01/10/2025 - 7 - 6^{ème} Baromètre – les Epargnants et l'investissement climat

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.



Disponible sur
notre site internet
www.cpram.com

Notre livre blanc **BIODIVERSITÉ :**

L'INVESTISSEMENT AU DÉFI DU VIVANT

documente cette méthodologie et éclaire
les voies par lesquelles nous pouvons
combinaison objectifs extra-financiers et
performance financière.

Achevé de rédiger le 08/12/2025
ID numéro : 5050230

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.



Arnaud DU PLESSIS

Senior Portfolio Manager et expert des métaux précieux et ressources naturelles chez CPRAM

Face à l'envolée du cours de l'or et à une demande soutenue, rencontre avec Arnaud du Plessis, gérant spécialiste des ressources naturelles chez CPRAM, pour décrypter les moteurs de la hausse et évaluer ses perspectives.

En savoir plus sur le fonds

du COEUR DE notre OFFRE ... CPR INVEST – GLOBAL GOLD mines

Pouvez-vous nous expliquer où en est le prix de l'or aujourd'hui ?

Alors que l'or avait déjà progressé de +34% en 2024, le métal précieux a poursuivi sur des niveaux particulièrement hauts pour atteindre un nouveau record début novembre dernier à 4381\$ l'once portant la hausse en 2025 à +50%¹ ! Depuis le marché fait une pause mais la demande reste soutenue en raison d'un contexte géopolitique et financier favorable.

Comment expliquez-vous cette dynamique ?

Cette trajectoire s'explique moins par un seul facteur que par la conjonction de plusieurs.

Tout d'abord, l'incertitude économique liée à l'endettement croissant des États et à la paralysie budgétaire américaine, ou encore les craintes d'une perte d'indépendance de la Réserve fédérale sont autant de raisons pour expliquer cette hausse.

Les banques centrales, notamment de certains pays émergents comme la Chine et la Russie, ont joué un rôle clé dans cette tendance, convertissant une partie de leurs réserves officielles en or au détriment des grandes devises comme le dollar. Selon le Fonds monétaire international, leurs réserves

physiques d'or ont augmenté de 161% depuis 2006, contre seulement 50% de croissance entre 1955 et 2005². Les achats des banques centrales émergentes, en particulier, traduisent une volonté de diversification face aux actifs libellés en dollar. À noter qu'un rapport de la BCE³ indique qu'à fin juin 2025 l'or représentait environ 20% des réserves mondiales des banques centrales, contre 16% pour l'euro.

L'or prend par ailleurs une part de plus en plus importante dans l'allocation des gérants diversifiés. Recherché essentiellement durant les périodes de crises autrefois, l'or semble devenir un actif de diversification plus structurel dans les portefeuilles qui inviterait à repenser le modèle d'allocation heuristique 60/40 (60% actions / 40% obligations) en faveur d'une répartition 50/30/20 (50% actions / 30% obligations / 20% actifs réels dont or 10%) développée par E Warren dans son livre « All your worth ».

Jusqu'où l'or peut continuer à monter ?

Alors que certains analystes avancent le chiffre de 5000 \$ l'once (Goldman Sachs⁴), objectif qui nous semble tout à fait crédible, nous pensons que la demande pourrait aussi rester soutenue notamment en raison d'un certain FOMO (peur de rater le train). Nous

1. CPRAM au 27/11/2025. 2. World Gold Council, Gold Demand Trends Full Year Q2 2025 (hausse cumulée des réserves d'or depuis 2023) - 3. The International role of the euro, BCE, juin 2024 - 4. Diversify into commodities, especially gold, OCIM septembre 2025

Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être ou que les performances ou succès passés d'un collaborateur servent d'indicateur des performances ou succès futurs de celui-ci. Pour plus de détails sur les risques, la politique d'investissement, les coûts, les frais et autres dépenses, veuillez-vous référer au Prospectus et au DIC PRIIPS disponibles sur le site <https://cpram.com/fra/fr/institutionnels/products/LU1989766875>

pensons que les achats des banques centrales devraient se poursuivre, consolidant l'élévation à long terme des réserves, qui demeurent encore faibles pour certaines, à l'image de la Banque Populaire de Chine. D'après une étude du World Gold Council auprès des banques centrales, 95% des institutions interrogées envisagent d'augmenter leurs réserves d'or dans les 12 prochains mois et aucune ne prévoit de les réduire⁵. En revanche, d'autre demande pourrait ralentir comme celle liée à la bijouterie en raison des prix élevés.

Avec l'or à ces niveaux, que penser de ce secteur ?

Le marché de l'or et sa chaîne de valeur est complexe et de nombreux facteurs imprévisibles peuvent remettre en question cette dynamique. Si nous connaissons l'or physique, dont la valeur évolue au gré du cours de l'once, il faut aussi considérer les mines d'or,

un secteur en pleine effervescence ces derniers mois : leur performance étant directement liée à celle de l'or. Elles offrent un autre levier pour une exposition au métal précieux. Aujourd'hui leur coût moyen d'extraction (All-in Sustaining Costs) tourne autour de 1 500 \$ l'once⁶, chaque once au-dessus de ce seuil contribue directement aux marges qui ont considérablement augmenté grâce à la hausse des cours de l'or. Ainsi, les perspectives de bénéfices des sociétés minières ont bondi depuis le début de l'année, rendant ce segment très attractif.

surperformance par rapport au benchmark NYSE Arca Gold Miners. La gestion combine expertise sectorielle et sélection fondamentale. C'est une façon d'accéder au potentiel de revalorisation du secteur tout en s'appuyant sur l'expertise des équipes de CPRAM sur cette thématique.

L'environnement actuel renforce le rôle pluriel de l'or — valeur refuge, diversification, couverture inflation et crée des opportunités dans les mines, à condition de garder en tête la volatilité et les risques opérationnels propres au secteur.

Et pour un investisseur souhaitant jouer la tendance, que propose CPR Invest – Global Gold Mines ?

Le fonds offre une exposition active aux sociétés minières internationales, avec une allocation flexible (entre 75% et 120% de l'actif) et un objectif de

Achévé de rédiger le 28/11/2025
ID numéro : 5026038

Avant tout investissement, veuillez-vous référer au DIC et prospectus du fonds disponible sur : <https://cpram.com/fra/fr/institutionnels/products/LU1989766875> pour une meilleure compréhension des risques et des frais appliqués. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Le fonds n'offre ni garantie ni protection du capital investi initialement, l'investisseur est exposé au risque de perte en capital. Principaux risques du fonds : risque de perte en capital, risque liés aux actions et aux marchés ; risque de change, risque de contrepartie, risque de performance par rapport à un indice boursier, risque de liquidité, risque lié à l'investissement responsable, risque lié aux produits dérivés...

L'exposition aux actions ira de 75% à 120% de son actif. Par construction le fonds peut mettre l'accent sur certains thèmes d'investissement et en exclure d'autres qui ne sont pas liés à son thème. Ses performances sont susceptibles de s'écarter de celles d'indices boursiers mondiaux.

La diversification ne garantit ni profit ni protection contre une perte en capital. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs.

Avant tout investissement, il appartient à toute personne intéressée par un OPC, de s'assurer de la compatibilité de son investissement avec les lois dont il relève ainsi que de ses conséquences fiscales et de prendre connaissance des documents réglementaires.

Il peut arriver que l'objectif de revenu soit dépassé ou ne soit pas atteint, il ne saurait constituer une assurance ou une garantie.

Indicateur de risque ⓘ



▲ L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous gardez le produit selon l'horizon de placement recommandé.

L'indicateur synthétique de risque (SRI) correspond au niveau de risque du fonds ; il figure dans le DIC et peut évoluer dans le temps. Il est déterminé sur une échelle de 1 à 7 (1 correspondant au risque le plus faible et 7 le plus élevé). Le niveau de risque le plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement. Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds.

5. Central Bank Gold Reserves Survey 202 - 6. <https://www.gold.org/goldhub/data/aisc-gold>

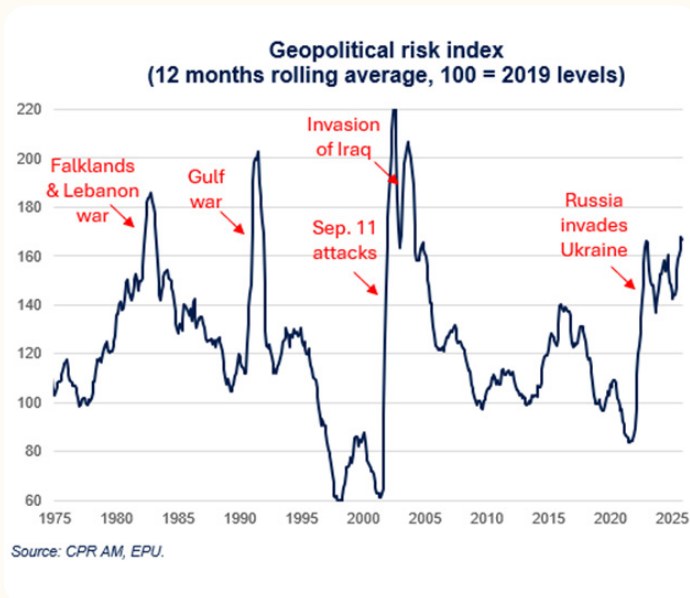
Communication marketing destinée aux clients professionnels, aux professionnels de la presse et des médias. Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être ou que les performances ou succès passés d'un collaborateur servent d'indicateur des performances ou succès futurs de celui-ci. Pour plus de détails sur les risques, la politique d'investissement, les coûts, les frais et autres dépenses, veuillez-vous référer au Prospectus et au DIC PRIIPS disponibles sur le site <https://cpram.com/fra/fr/institutionnels/products/LU198976687>

Le risque GEOPOLITIQUE AU PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS PLUS DE 20 ANS



Bastien DRUT

Responsable des Études
et de la Stratégie



Mesurer les tensions géopolitiques n'est pas chose aisée. Toutefois, deux économistes de la Fed ont mis au point un indice de « risque géopolitique » qui comptabilise les mentions dans les articles de presse « de menaces et d'actes associés aux guerres, au terrorisme et à toute tension entre États et acteurs politiques qui affecte le cours pacifique des relations internationales ». Alors que cet indice était relativement bas sur la période 2005-2020, il est très fortement remonté à partir de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et il est resté à un niveau élevé avec la guerre au Proche Orient et les frappes sur l'Iran.

La persistance d'un risque géopolitique élevé depuis près de 4 ans a des conséquences économiques importantes puisqu'elle conduit les Etats à renforcer significativement leurs investissements dans la défense et qu'elle conduit les Etats sous sanctions à se détourner du dollar, souvent au profit de l'or.

Achevé de rédiger par l'équipe Études et Stratégie de CPRAM, le 05/12/2025.

Les informations communiquées ne sont pas destinées à constituer un conseil en investissement ou une recommandation pour prendre ou s'abstenir de prendre une quelconque décision d'investissement et ne peuvent être considérées comme telles. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être.

POUR en SAVOIR PLUS sur nos convictions

CONTACTEZ VOTRE INTERLOCUTEUR COMMERCIAL CPRAM

Gilles GUEZ, CFA

Directeur Général Délégué
Directeur du Développement
gilles.guez@cpram.com

Jean-Marc NAVARRE

Responsable du Développement France
jean-marc.navarre@cpram.com

INSTITUTIONNELS

Vincent ARTIGOUHA
Responsable Clientèle Institutionnelle
vincent.artigouha@cpram.com
+33 6 80 26 89 17

DISTRIBUTION

Anne RAKOTOARISOA
Responsable Clientèle Distribution
anne.rakotoarisoa@cpram.com
+33 6 12 20 07 57

INSTITUTIONNELS

Regis BOURGET

Adjoint responsable clientèle Institutionnelle et Fonds Propres Groupe CA
regis.bourget@cpram.com
+33 6 78 80 69 92

Catherine FAYE

catherine.faye@cpram.com
+33 6 84 02 72 57

Isabelle GALLARD

isabelle.gallard@cpram.com
+33 6 30 55 50 95

Adeline LAGNEAU

adeline.lagneau@cpram.com
+33 7 78 20 55 98

Pierre PORTAL

pierre.portal@cpram.com
+33 6 80 81 24 36

CORPORATE

Guillaume LAPIERRE

Responsable Clientèle Corporate
guillaume.lapierre@cpram.com
+33 6 71 22 73 38

Cécilia MIGNUCCI

cecilia.mignucci@cpram.com
+33 6 01 07 27 00

Réseaux Partenaires

Josselin BETESTA

Responsable Réseaux Partenaires France
josselin.betesta@cpram.com
+33 1 53 15 71 51

Hélène CABANES

helene.cabanes@cpram.com
+33 6 83 81 49 19

Diane DE TILLY

diane.detilly@cpram.com
+33 7 77 76 79 53

Julien SENTIER

julien.sentier@cpram.com
+33 6 01 07 22 67

Albert LIKENG

Support Commercial
albert.likeng@cpram.com
+33 1 76 32 07 66

COORDINATION GRANDS COMPTES ET CONSULTANTS

Emmanuelle COURT

Coordination Grands Comptes et Consultants
emmanuelle.court@cpram.com
+33 6 12 68 68 45

Distribution Externe

Nathalie CANU

Responsable Distribution Externe France
nathalie.canu@cpram.com
+33 6 07 43 90 45

Philippe CHAKER

philippe.chaker@cpram.com
+33 6 67 48 85 55

Claude GUILLERMAS

claudio.guillermas@cpram.com
+33 1 53 15 72 61

Pierre MAIGNIEZ

pierre.maigniez@cpram.com
+33 1 76 32 24 15

Antoine MARCHETTO

antoine.marchetto@cpram.com
+33 6 77 67 13 06

Sébastien TEXTORIS

sebastien.textoris@cpram.com
+33 1 53 15 72 30



Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs. À des fins d'illustration uniquement.

Document d'information destiné aux investisseurs professionnels au sens de la directive MIF et aux professionnels de la presse et des médias. Le contenu de ce document exprime les opinions de CPRAM sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Les informations peuvent être partielles ou incomplètes et ne peuvent dès lors avoir une valeur contractuelle. Ces informations ne constituent ni une offre d'achat ou de vente de titres, ni un conseil en investissement et sont susceptibles de modifications sans avis préalable.

Communication publicitaire destinée à des investisseurs professionnels

Investir comporte des risques, notamment un risque de perte en capital. Cette communication n'a pas de vocation contractuelle mais constitue une communication publicitaire. Elle est uniquement fournie à titre indicatif et ne constitue pas une recommandation ni une analyse ou un conseil financier. Elle ne saurait en outre être considérée comme une sollicitation, une invitation ou une offre d'achat ou de vente d'OPC. Avant toute souscription d'un organisme de placement collectif (OPC), l'investisseur potentiel est invité à se rapprocher de son conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer de l'adéquation de l'investissement envisagé avec sa situation financière et patrimoniale. Les performances passées ne constituent pas une garantie ni un indicateur des performances futures. Le présent document repose sur des sources que CPRAM considère comme fiables au moment de la publication. Les données, opinions et analyses peuvent être modifiées sans préavis. CPRAM décline toute responsabilité, directe ou indirecte, qui pourrait résulter de l'utilisation des informations contenues dans ce document. CPRAM ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable de toute décision ou de tout investissement effectué(e) sur la base des informations contenues dans le présent document. Les informations contenues ne peuvent être copiées, reproduites, modifiées, traduites ou distribuées sans l'autorisation écrite préalable de CPRAM. Toutes les marques et logos éventuels utilisés à des fins d'illustration dans ce document sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans l'autorisation préalable de CPRAM. Cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933.

Les informations MSCI sont exclusivement destinées à votre usage interne, ne peuvent être reproduites ou rediffusées sous quelque forme que ce soit et ne peuvent être utilisées comme base ou composante d'un instrument financier, produit ou indice. Aucune des informations MSCI n'est destinée à tenir lieu de conseil en investissement, ni de recommandation de prendre (ou de s'abstenir de prendre) toute sorte de décision d'investissement, et ne saurait être invoquée à ce titre. Les données et analyses historiques ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie de toute analyse, prévision ou prévision de performance future. Les informations MSCI sont fournies « en l'état » et l'utilisation de ces informations suppose d'assumer l'intégralité du risque lié à toute utilisation de ces informations. MSCI, chacune de ses sociétés affiliées et les autres personnes impliquées dans la compilation, le calcul ou la création de toute information MSCI (collectivement désignées les « Parties MSCI »), ou en lien avec ces activités, déclinent expressément toute garantie (y compris, sans s'y limiter, toute garantie d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, de ponctualité, de non-contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) concernant ces informations. Sans limiter ce qui précède, en aucun cas une Partie MSCI n'aura de responsabilité pour tout dommage direct, indirect, spécial, accessoire, punitif, consécutif (y compris, sans s'y limiter, les pertes de bénéfices) ou tout autre dommage ». (www.msclbarra.com). Tous droits réservés. Les informations contenues dans le présent document appartiennent à Bloomberg et/ou à ses fournisseurs de contenu, ne peuvent être reproduites ou redistribuées et n'offrent aucune garantie quant à leur exactitude, leur exhaustivité ou leur pertinence. Ni Bloomberg ni ses fournisseurs de contenu ne peuvent être tenus pour responsables en cas de dommages ou de pertes résultant de l'utilisation de ces informations. Toutes les marques déposées et tous les logos utilisés à des fins d'information sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Rien ne garantit que les professionnels actuellement employés par CPRAM continueront à l'être, ni que les performances ou les succès passés de l'un d'entre eux serviront d'indicateur de ses performances ou de ses succès futurs.

Sous réserve du respect de ses obligations, CPRAM ne pourra être tenu responsable des conséquences financières ou de quelque nature que ce soit résultant de l'investissement. L'ensemble de la documentation réglementaire est disponible en français sur le site www.cpram.com ou sur simple demande au siège social de la société de gestion.

CPR Asset Management, Société anonyme au capital de 61 461 945 € - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP 01-056 – 91-93, boulevard Pasteur, 75730 Paris - Cedex 15 - France – 399 392 141 RCS Paris

Rédacteur en chef : Arnaud Faller
Responsable de publication : Gilles Guez
Conception graphique : Karine Matteotti
Crédits Photos : iStock.com, Getty images
Achévé de rédiger le 08/12/2025
ID numéro : 5050016